

## Éditorial de mars 2024.

Mesdames et messieurs les députés,  
Bonjour !

Bien des sujets de préoccupations restent à résoudre, mais, ce mois-ci, nous revenons vers vous, pour la énième fois, sur celui qui concerne la DROGUE et toutes ses conséquences.

D'abord, nous espérons que vous en conviendrez, la première cause de ce « MARCHÉ » parallèle est directement liée « AUX CONSOMMATEURS ».

La lutte principale doit donc, essentiellement, se fixer sur les gens qui se droguent.

Car un « marché » qui n'a « plus » de « clients » est vite déclaré en « faillite » ; alors qu'une « entreprise » où l'on tente d'éradiquer ses dirigeants et ses collaborateurs peut facilement se recréer ailleurs !

Voyons quelques exemples pour y parvenir :

1. En revoyant la hauteur des peines encourues en la matière (amendes, travaux d'intérêt général, prison, etc.) ;
2. Création de centres spécialisés pour traiter les drogués « récupérables » ;
3. Faire des campagnes quotidiennes d'information sur les dangers de toutes les drogues ;
4. Éduquer nos enfants, en famille, à l'École, au collège, au lycée, etc., dès la petite enfance, sur les méfaits de la drogue ;

La liste retenue par nos socioprofessionnels est longue et passe par d'autres interventions... Aussi, pour ne pas gêner vos propres initiatives, nous vous laissons le soin de la compléter !

Maintenant, ce « marché » des stupéfiants, qui brasse plus de trois milliards d'euros de CA, est essentiellement axé sur de l'argent « liquide ». Ce qui représente une « faille » énorme dans l'offre et la demande si ce moyen de paiement disparaissait !

Voilà donc l'occasion de trouver un autre moyen, plus radical, pour éteindre ce « marché », qui consisterait à supprimer « la billetterie » en rendant obligatoire la possession d'une « carte de paiement » pour tout achat de biens, de prestations, etc., et celle de posséder un compte légal pour toutes opérations financières (paiements, versements, virements, transactions, échanges, créances, etc., etc.).

Mais attention aux plus précaires d'entre nous, à ne pas ouvrir une nouvelle « boîte de Pandore » où les maux s'échapperaient plus vite ou avant les bienfaits, ne laissant que l'espoir aux pauvres êtres de ce monde !

C'est dans la transparence générale que notre société résoudra un maximum de fraudes ou de délits en tous genres. Mais est-ce que la confiance sera au rendez-vous pour vivre dans une société où la sérénité se doit d'exister ?

« C'est là toute la question dont nous attendons, encore et encore, la réponse ! »

Très cordialement,  
Le secrétaire général de la S-P-F,  
Patrick REBIERRE

